



Loi Asile et Immigration

Contre l'arbitraire et l'inhumain, cette loi doit être retirée !

Nos organisations appellent à la mobilisation la plus large et unitaire pour obtenir le retrait de la loi Asile et Immigration.

Les personnes étrangères méritent mieux que des manœuvres et marchandages politiques auxquels viennent de se livrer la minorité présidentielle ainsi que la droite et l'extrême droite, sur un texte qui bafoue les droits fondamentaux.

Pour tenter de trouver un consensus sur ce qui n'était encore qu'un projet de loi, le gouvernement français, attaché aux symboles, a choisi de réunir la Commission mixte paritaire le lundi 18 décembre, date de la Journée internationale des personnes migrantes.

A son issue, le texte voté par le Sénat et l'assemblée nationale remet en cause bien des droits des personnes étrangères.

Le gouvernement et les parlementaires qui l'ont voté se sont pliés aux sommations des dirigeants du groupe LR pour laisser triompher des mesures profondément discriminatoires.

Ce texte dont le Rassemblement National et toute l'extrême droite se réjouissent qu'il soit idéologiquement imprégné de leur sceau, a peu à peu fait sauter des digues, laissant le champ libre à une xénophobie aujourd'hui complètement décomplexée.

Il n'est ni plus ni moins désormais que le texte de loi le plus régressif depuis au moins 40 ans pour les droits et conditions de vie des personnes étrangères, y compris celles présentes depuis longtemps en France :

Enfermement et expulsions de personnes protégées au titre de la vie privée et familiale, Refus ou retrait du droit au séjour au motif de menaces à l'ordre public, Rétablissement du délit de séjour irrégulier, Atteintes au droit à la santé et à la vie familiale, Restriction de l'accès aux titres de séjour pour étudiant-es et personnes malades, Mise en place et renforcement de tous les freins à l'intégration, etc.

Faute de titre de séjour, la vie d'un nombre croissant de personnes étrangères en France, extrêmement précarisée, sera rendue infernale.

Cette loi confirme que les principes d'égalité, de solidarité et d'humanité, qui fondent notre République, semblent ne plus être aujourd'hui une boussole légitime de l'action gouvernementale.

Face à ce marasme politique, les syndicats CGT, FSU et Solidaires des Pyrénées-Orientales, attachés à ces principes, appellent à un sursaut en exigeant le retrait de ce texte aussi inhumain que dangereux pour notre État de droit.

RASSEMBLEMENT
Jeudi 21 Décembre – 18h
Devant la préfecture des Pyrénées-Orientales